

**Accord collectif interprofessionnel**

**EXPLOITATIONS ET ENTREPRISES AGRICOLES  
(SARTHE)**

**(8 janvier 1991)**

(Etendu par arrêté du 25 avril 1991,  
*Journal officiel* du 11 mai 1991)

**AVENANT N° 3 DU 14 MARS 2006 (1)**

**NOR : AGRS0697122M**

Entre :

La fédération départementale des syndicats d'exploitants agricoles (FDSEA) ;

La fédération départementale des syndicats d'exploitants agricoles, section maraîchère (FDSEA) ;

Le syndicat agricole des cultivateurs de champignons ;

L'union départementale des coopératives d'utilisation de matériel agricole de la Sarthe ;

L'union syndicale des horticulteurs et pépiniéristes de la Sarthe ;

Les entrepreneurs des territoires de la Sarthe,

D'une part, et

L'union syndicale de l'agroalimentaire et des forêts de la Sarthe CGT ;

Le syndicat général de l'agroalimentaire de la Sarthe CFDT ;

L'union départementale de la Sarthe CGT-FO ;

Le syndicat des cadres d'entreprises agricoles CGC ;

La fédération des syndicats chrétiens des organismes et professions de l'agriculture CFTC,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>**

L'article 1<sup>er</sup> est ainsi rédigé :

« Sous réserve des dispositions spécifiques aux salariés mentionnés à l'article 4, le présent accord concerne les salariés des exploitations :

- de polyculture, viticulture et élevage ;
- de maraîchage ;
- d'horticulture et de pépinières ;

---

(1) La procédure d'extension de ce texte a été engagée.

- des champignonnières ;
- des entreprises de travaux agricoles et forestiers ;
- des coopératives d'utilisation de matériel agricole de la Sarthe. »

## Article 2

L'article 4 est ainsi rédigé :

« Les salariés soumis à la convention collective nationale de prévoyance des ingénieurs et cadres d'entreprises agricoles du 2 avril 1952 sont indemnisés aux taux fixés par l'article 20 de ladite convention.

Pour ces salariés, à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2006, les taux de cotisations finançant la garantie de ressources du 4<sup>e</sup> au 20<sup>e</sup> jour d'arrêt de travail pour cause de maladie ou accident de la vie privée sont les suivants :

	PART SALARIALE (en %)	PART PATRONALE (en %)	TOTAL (en %)
Du 4 <sup>e</sup> au 10 <sup>e</sup> jour d'arrêt :			
Tranche A	0,17	0,01	0,18
Tranche B	0,29	0,02	0,31
Du 11 <sup>e</sup> au 20 <sup>e</sup> jour d'arrêt :			
Tranche A	0,01	0,11	0,12
Tranche B	0,02	0,27	0,29

Pour les salariés susmentionnés, la gestion de la garantie de ressources est assurée par la caisse de prévoyance des cadres d'entreprises agricoles (CPCEA), 21, rue de la Bienfaisance, 75382 Paris Cedex 08. »

## Article 3

L'article 4 devient article 5.

L'article 5 devient article 6.

#### **Article 4**

Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant, qui sera déposé au service départemental de l'inspection du travail, de l'emploi et de la politique sociale agricoles de la Sarthe, 12, rue Ferdinand-de-Lesseps, 72013 Le Mans Cedex 2.

Fait au Mans, le 14 mars 2006.

(Suivent les signatures.)